

SUISSE

Levée de boucliers après l'interdiction des minarets

Vote de la peur et de l'intolérance, décision inquiétante : l'interdiction de construire des minarets en Suisse, adoptée dimanche par référendum, a suscité hier une levée de boucliers en Europe et dans des pays musulmans qui dénoncent l'«islamophobie» et la «haine» de l'Islam.

Les Européens ont largement déploré le choix des Suisses, qui ont voté à 57,5 % l'interdiction des minarets à l'appel de la droite populiste, et ne cachaient pas leur crainte face aux conséquences d'une telle décision.

En 2005 et 2008, des tensions et des manifestations dans le monde musulman avaient suivi la publication de caricatures du Prophète Mohamed au Danemark. Hier en milieu de journée aucun pays musulman n'avait réagi officiellement.

Résumant un malaise occidental, le ministre français de l'Immigration, Eric Besson, a déclaré qu'il «ne faudrait pas donner le sentiment de stigmatiser une religion, en l'occurrence l'Islam».

La présidence suédoise de l'UE a jugé «surprenant» de soumettre un tel sujet à référendum. «Les Suisses ont un

excellent système de consultation populaire, mais parfois il peut être utilisé d'une mauvaise manière, comme dans ce cas précis», a jugé la ministre suédoise chargée de l'Intégration, Nyamko Sabuni.

«Il n'y a pas de problèmes entre les musulmans et les Européens dans l'Union européenne. Les musulmans sont européens», a assuré la jeune ministre d'origine africaine.

Ce vote traduit la peur d'une islamisation de la société et «cette crainte doit être prise au sérieux», a néanmoins estimé un responsable du parti de la chancelière allemande Angela Merkel, la CDU, Wolfgang Bosbach.

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, s'est déclaré «un peu scandalisé» par un vote, expression, selon lui, «d'intolérance».

Dès dimanche, le grand



La mosquée Mahmud, à Zurich, la plus ancienne en Suisse.

mufti d'Égypte, Ali Gomaâ, avait dénoncé une «insulte» pour tous les musulmans. Il leur a cependant demandé de ne pas se sentir provoqués par cette interdiction. Le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), Ekmeleddin Ihsanoglu, s'est dit hier «déçu et préoccupé» par la «recrudescence des incitations anti-islamiques en Europe», appelant lui aussi à des réactions «pacifiques».

La Nahdlatul Ulama, principale organisation musulmane d'Indonésie, plus grand pays musulman au monde, y a vu un signe de «haine» et d'«intolérance», tout en appelant elle aussi à «ne pas réagir avec excès».

Ce vote «reflète l'islamophobie extrême» des occidentaux a jugé, pour sa part, le Pakistanais Khurshid Ahmad, vice-président du Jamaat-e-Islami, parti islamique radical siégeant au Parlement.

Pour le Jamaat-ud-Dawa, aile publique présumée du groupe armé islamiste pakistanais interdit Lashkar-e-Taiba (accusé par l'Inde d'avoir per-

prété les attentats de Bombay), «cette nouvelle décision viole les principes de compréhension mutuelle et de tolérance religieuse». Un influent dignitaire religieux chiite libanais, l'ayatollah Fadlallah, a dénoncé un vote «destiné à inciter au racisme contre les musulmans en Occident».

En Suisse même, le secrétaire général de la Conférence épiscopale, Mgr Felix Gmür, a qualifié ce vote de «coup dur pour la liberté religieuse et l'intégration».

Le Vatican a abondé dans ce sens, évoquant une «entrave (à) la liberté de religion», tout en reconnaissant l'existence d'un «sentiment d'aversion et de peur». Amnesty International a dénoncé «une violation de la liberté religieuse, incompatible avec les conventions signées par la Suisse». S

euls, jusqu'ici, plusieurs hommes politiques italiens, dont un ministre et un président de région, ainsi que les mouvements d'extrême droite français et autrichiens se sont réjouis du vote suisse.

L'imam de la mosquée de Genève appelle au calme

L'imam de la mosquée de Genève, l'une des quatre seules en Suisse à être flanquée d'un minaret, a lancé hier un «appel au calme» et demandé à la communauté musulmane internationale de respecter le vote massif des Suisses contre la construction de minarets.

«Les musulmans du monde doivent respecter cette décision, sans pour autant l'accepter. Sinon nous serons les premières victimes», a déclaré à l'AFP l'imam Youssef Ibram, dont la mosquée a été visée par des actes de vandalisme durant la campagne.

Par leur vote, les Suisses «n'ont pas condamné un édifice de pierre, ils ont condamné les musulmans et

l'Islam. Même si on dit que ce n'est pas le cas, c'est le cas : ce sont les hommes, les citoyens de confession musulmane qui sont visés», dénonce l'imam Youssef Ibram. La Suisse compte environ 400 000 musulmans sur une population de 7,5 millions d'habitants, faisant de l'Islam la deuxième religion du pays après le christianisme, selon les statistiques officielles. Le minaret de Genève, édifié en 1978 non loin du quartier de l'ONU et des organisations internationales, est le plus élevé de Suisse, en culminant à 23 mètres, mais paraît bien modeste à côté des imposants immeubles d'habitation qui l'environnent. Comme dans le reste du canton de Genève, les électeurs du quartier ont majoritairement rejeté la proposi-

tion de la droite populiste, par 1 942 voix contre 1 240. Il est vrai que la mosquée et son «centre culturel musulman» ne ménagent pas leur peine et multiplient les journées portes ouvertes et les échanges, y compris gastronomiques, avec les voisins. Cette ouverture sur le quartier n'a pas empêché le centre religieux de devoir embaucher un vigile après avoir été la cible d'actes de malveillance durant la campagne contre les minarets, soutenue par le parti populiste UDC, la première formation politique au Parlement fédéral. Un groupe d'extrême droite a lancé, de manière provocatrice, un faux appel à la prière, l'entrée du lieu de culte a été lapidée et l'inscription signalant, en français et en arabe,

l'entrée de la mosquée a été maculée de peinture rose. «La campagne contre les minarets a semé le vent, nous avons récolté la tempête...», commente l'imam de la mosquée Youssef Ibram, avec fatalisme, en évoquant l'affiche contre les minarets qui a été largement apposée dans la ville durant la campagne. Cette image, présentant une femme en burqa à côté d'un drapeau suisse couvert de minarets en forme de missiles, «attise la haine», avait bien prévenu la Commission fédérale contre le racisme (CFR), un organisme public consultatif. Le vote contre les minarets constitue «une grande déception», regrette l'imam de la mosquée de Genève, qui estime que l'UDC et le petit parti chrétien de droi-

te UDF ont réussi à imposer leur «message de peur». Et l'imam d'évoquer ces «dizaines de coups de téléphone» de Genevois solidaires qui «disent avoir honte d'être Suisses».

«Nous sommes persécutés par ce parti (l'UDC) islamophobe et xénophobe, mais pas par les Suisses, pas par le gouvernement suisse», souligne-t-il. Pour le religieux genevois, c'est loin d'être fini : «J'ai une certitude, c'est que l'UDC va utiliser d'autres thèmes pour des initiatives (des consultations populaires), par exemple contre la burqa... A chaque fois, il va ressortir d'autres sujets pour remporter d'autres succès électoraux, pour faire encore mal et plus mal encore à la communauté musulmane.»

IRAN

Londres pourrait commencer à envisager des sanctions en décembre

La Grande-Bretagne pourrait envisager vers la fin de l'année de nouvelles sanctions contre Téhéran, a indiqué hier le porte-parole du Premier ministre Gordon Brown, après l'annonce que l'Iran projette de construire de nouvelles usines d'enrichissement d'uranium.

«La priorité» est toujours de faire en sorte que les discussions portent leurs fruits, a déclaré le porte-parole à l'occasion de sa conférence de presse quotidienne.

Mais le moment venu, «et peut-être sera-ce vers la fin de l'année», le gouvernement britannique pourrait envisager de poursuivre une approche duale, alliant une nouvelle série de sanctions au dialogue, a-t-il prévenu.



L'Iran projette de construire 10 nouvelles usines d'enrichissement d'uranium.

«Mais il est vraiment important que nous poursuivions les discussions, parce que c'est la meilleure manière d'obtenir les changements nécessaires», a-t-il ajouté.

En réagissant dimanche soir à l'annonce de l'Iran, le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband avait appelé Téhéran à accepter «la main tendue» des Occidentaux.

Cette annonce «résume le problème fondamental que nous avons avec l'Iran», avait-il déclaré. «Nous avons dit encore et encore que nous reconnaissons le droit de l'Iran à un programme nucléaire civil, mais ils doivent rétablir la confiance internationale dans leurs intentions». «Plutôt que discuter, l'Iran choisit de pro-

voquer et de dissimuler. L'Iran peut afficher son isolement, mais cela ne fera qu'accroître le calme, la détermination et l'unité de la communauté internationale», avait-il ajouté.

L'Iran a annoncé dimanche qu'il projetait de construire dix nouvelles usines d'enrichissement d'uranium et produire de l'uranium enrichi à 20 %, alors que le Parlement a réclamé à l'Exécutif de réduire sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Ces annonces surviennent après une résolution adoptée vendredi par l'AIEA condamnant Téhéran sur son programme nucléaire controversé.